(05.10.2009)

05/10/2009 à 0h04



- **Pourquoi La Poste a-t-elle six milliards d'euros de dettes ?**

Selon L'Humanité, *"loin d'être déficitaire, elle a, en 2008, engrangé 529 millions d'euros de bénéfices. En revanche, l'entreprise est en effet endettée de 6 milliards d'euros, mais d'après les calculs du syndicat SUD-PTT, l'État est responsable des deux tiers de la dette. En 2006, il a ponctionné La Poste de 2 milliards d'euros, somme qu'elle a dû emprunter, avec intérêts. Par ailleurs, chaque année, l'État prélève 20 % des bénéfices de La Poste, et laisse à sa charge 800 millions d'euros de surcoût lié aux missions de service public. Le reste de la dette découle d'investissements de l'entreprise dans une « modernisation » pharaonique des centres de tri et des bureaux de poste, destinée à supprimer des emplois."*
L'Humanité

- **La Grande-Bretagne et la France accordent un prêt de 4 milliards de dollars aux pays pauvres**

"C'est un montant réduit en comparaison des besoins qui sont plus proches de 17 milliards de dollars, mais il s'agit d'un important engagement", selon Christine Lagarde. Paris et Londres ont décidé de consacrer aux pays les plus pauvres une partie de l'allocation des droits de tirage spéciaux (DTS)

qu'ils ont reçue dans le cadre de l'augmentation générale des DTS de 250 milliards de dollars, décidée au sommet du G20 à Londres en avril. Les DTS, l'unité de compte du Fonds monétaire international (FMI), sont basés sur un panier de monnaies comprenant le dollar, l'euro, la livre sterling et le yen. Deux prêts de deux milliards de dollars de la France et du Royaume-Uni seront octroyés à un fonds spécial du FMI consacré au financement des pays pauvres, ajoute le communiqué. RTL Info

- **L'investissement immobilier en France stagne**

Les investissements dans l'immobilier d'entreprise français ressortent à 1,8 milliard d'euros au troisième trimestre 2009 d'après la société de conseil DTZ. Un montant proche des volumes engagés au deuxième trimestre, à savoir 1,75 milliard, et bien supérieur aux 800 millions investis sur les trois premiers mois de l'année. En Europe, l'investissement a progressé de 29 % sur un trimestre, à 13,8 milliards d'euros. L'AGEFI

- **La France devrait trouver 500 milliards pour éviter la faillite en 2017**

Le seul remboursement des intérêts absorbe déjà 43 milliards d'euros par an. Une paille par rapport aux traites futures : les intérêts pourraient atteindre 150 milliards d'euros par an dans une vingtaine d'années, selon la Cour des comptes. De quoi amputer d'un tiers les caisses du budget général avant même de distribuer la moindre enveloppe aux ministères, alors que les besoins vont aller croissant. *"Les charges liées au vieillissement de la population, notamment, vont augmenter de 2 milliards chaque année"*, s'inquiète Jean Arthuis, président de la commission des Finances au Sénat. Pour les économistes d'Aurel-BCG, il faudrait récupérer 500 milliards d'euros en huit ans, somme nécessaire pour ramener l'endettement à 60 % du PIB, comme l'impose le traité de Maastricht, d'ici à l'élection présidentielle de 2017. L'Expansion